

SONATRACH AVAL/GNL D'ORAN Le seuil d'un milliard de mètres cubes GNL dépassé

Sonatrach vient d'enregistrer une grande performance en matière de production de GNL, et ce, depuis le record de 47 594 582 mètres cubes réalisé en 2003.

Ainsi, on saura que la production cumulée de GNL depuis 1964 à 2008 a dépassé le milliard de mètres cubes au courant de ce mois de septembre 2008 grâce à la performance de ses quatre complexes, à savoir le GL4A avec une production totale de 83 500 343 m³, le GL1K avec 218 677 511 m³, le GL1K (331 305 502 m³) ainsi que le GL2Z qui a réalisé 366 562 057 m³ de GNL.

Pour information, il s'agit là du doyen et premier complexe de production de GNL au monde construit par Technip (France) et qui a démarré en 1964.

A l'époque, il portait l'appellation de Camel (Compagnie algérienne du méthane liquéfié), actuellement devenu GL4Z. Il s'agit de la quatrième société d'exportation mondiale de GNL. Ainsi, durant les années 2007 et 2008, Sonatrach a enregistré des taux de production avec des volumes successifs de 40,02 millions et 39,07 de mètres cubes de GNL.

Cette nouvelle performance d'un milliard de mètres cubes de GNL conforte Sonatrach en tant que pionnière dans la production de GNL, classée 12^e parmi les compagnies pétrolières mondiales, première société gazière en Méditerranée, deuxième exportatrice de GNL et de GPL, occupant également le rang de 3^e exportatrice de gaz naturel à l'échelle mondiale.

Amel B.

CNMA BANQUE La Banque d'Algérie nomme un administrateur

La Banque d'Algérie a nommé hier un administrateur à la tête de la CNMA en la personne de Maïdi Chaâbane, un ancien directeur de la trésorerie au niveau de la Banque extérieure d'Algérie. Une nomination qui intervient suite à la décision prise par le chef du gouvernement de mettre fin aux activités de crédit de la Caisse nationale de mutuelle agricole (CNMA)-Banque pour dilapidation de deniers publics (créances et crédits irrécouvrables, gestion laxiste, abus de biens sociaux...). L'administrateur est chargé de faire un état des lieux avant l'installation d'un liquidateur. Une option qui paraît inévitable.

R. N.

SELON LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE L'Algérie est à l'abri de chocs externes

La gestion prudente des réserves de change et la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar constituent «aujourd'hui, pour l'Algérie, une double garantie face aux chocs externes», selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le contexte financier international reste préoccupant au premier semestre 2008 selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci. Hôte hier des dirigeants des banques et établissements financiers opérant en Algérie, Mohamed Laksaci a relevé la persistance de graves turbulences sur les marchés financiers internationaux. Ces perturbations se sont traduites notamment en termes de pertes et dépréciations d'actifs de plus en plus importantes, une crise des liquidités et la contraction des financements extérieurs et le durcissement de leurs conditions. Ce qui, ajouté à la résurgence de l'inflation mondiale, nettement à la hausse sous l'effet du niveau élevé des prix des produits alimentaires et de l'énergie, constitue des «chocs externes» de grande ampleur pour une grande partie des pays en développement.

Les hydrocarbures génèrent 22,21 milliards de dollars d'excédent

Dans ce contexte, le cas Algérie affiche, a contrario, une bonne santé financière, selon Mohamed Laksaci. Ce dernier a, ainsi, indiqué un excédent du compte courant de la balance des paiements estimé à 22,21 milliards de dollars. Une performance corrélée aux exportations des hydrocarbures, évaluées au premier semestre 2008, à 41,71 milliards de dollars. Pour Mohamed Laksaci, l'effet prix explique une telle performance, à mesure que le prix moyen du pétrole est de 111,5 dollars /baril au premier semestre 2008, après un passage de 74,95 dollars pour 2007 à 99,09 dollars au premier trimestre 2008 et à 124 dollars pour le second trimestre 2008. Quant aux importations, elles ont augmenté au premier semestre 2008 à 16,87 milliards de dollars. A ce propos, Mohamed Laksaci a noté la forte augmentation de l'importation des produits alimentaires, due en grande partie à l'envolée des prix de ces produits sur les marchés internationaux, qui constituent plus de 64% de ces importations. Les importations des

services non facteurs ont également augmenté à 5,56 milliards de dollars dont les services de transport maritime et travaux publics, de bâtiment et travaux publics et services techniques représentent 75,5%. Outre le fait que cet excédent courant extérieur «équivalait presque» à l'excédent de la balance des biens et services (21,95 milliards de dollars) et que les investissements directs étrangers (nets) sont estimés à environ un milliard de dollars au premier semestre 2008.

Les réserves de change : 133,235 milliards de dollars fin juin

Pour Mohamed Laksaci, les acquis résultant de la stratégie de désendettement extérieur «permettent à l'Algérie d'être à l'abri de vulnérabilité ou de choc externe inhérent à la situation de très forte contraction des financements extérieurs et de durcissement de leurs conditions qui prévaut». Ainsi, l'important solde global de la balance des paiements (environ 20 milliards de dollars) «conforte fortement» la position financière extérieure et alimente en conséquence les réserves officielles de change dont l'encours a atteint 133, 235 milliards de dollars à la fin juin 2008. En ce sens, Mohamed Laksaci a souligné que «l'accroissement soutenu de ces réserves s'est conjugué avec une diversification des devises de placement, depuis 2004, pour mieux gérer le risque de change entre les principales devises».

La politique de change sert l'économie nationale

Pour le gouverneur, la gestion prudente de ces réserves, la diversification des placements et le choix d'actifs non risqués, ainsi que la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar (proche de son niveau d'équilibre de long terme), constituent «aujourd'hui, pour l'Algérie, une double garantie face à ce type de chocs externes». Et d'ajouter que la politique de taux de change est «bien en phase avec la stabilité externe» et «conduite de manière flexible, sert l'économie nationale». Des réserves officielles détenues par la Banque d'Algérie qui restent la première source d'expansion monétaire avec des avoirs extérieurs nets établis à 8290,38 milliards de dinars, à fin juin 2008, en progression de 11,8%. De même, la poursuite des remboursements par anticipation en 2005 et 2006 a permis une forte réduction de la dette publique extérieure. Celle-ci dont l'encours à moyen

et long terme se situe à fin juin 2008, légèrement au-dessus de 4 milliards de dollars, soit seulement 3,6% du produit intérieur brut.

La ressource excédentaire est bien employée

Voulant justifier la gestion actuelle des ressources excédentaires, notamment celles du Fonds de régulation des recettes (FRR), Mohamed Laksaci a estimé que «sous l'angle économique, les programmes de relance initiés conjugués au processus de désendettement ont permis un emploi économiquement efficace du surcroît de ressources». D'autant plus, dira-t-il, que «les graves turbulences sur les marchés financiers internationaux depuis mi-2007 ont conduit à un durcissement des conditions de crédit des banques internationales». De plus, «la forte appréciation de l'euro par rapport au dollar aurait eu un important effet de valorisation de la dette extérieure avec un effet négatif sur le budget de l'Etat, si les remboursements par anticipation n'avaient pas été conduits avant l'avènement de la crise financière internationale», fait-il remarquer.

Les banques doivent participer davantage

Par ailleurs, le gouverneur de la Banque d'Algérie a estimé que, compte tenu de la forte liquidité bancaire, excédentaire (2597,8 milliards de dinars à fin juin 2008) et d'un stock d'épargne financières accru, les banques doivent prendre en charge le relais de la contribution budgétaire, dans le financement de l'économie, et de la Banque d'Algérie, dans l'absorption des surliquidités. A charge pour les banques d'améliorer l'évaluation, la gestion et la maîtrise des risques de liquidités et de renforcer leurs fonds propres.

L'inflation, une tendance lourde

D'autre part, Mohamed Laksaci a constaté que la montée de l'inflation en 2008 risque de constituer un «choc» pour la stabilité des prix à moyen terme et que cette hausse devient une tendance «lourde». Se référant aux données de l'Office national des statistiques (ONS), Mohamed Laksaci a constaté que malgré un ralentissement de la hausse des prix, en glissement annuel, à 2,5%, en juin, l'inflation annuelle moyenne a atteint 4,8% au mois de juin et la série des taux d'inflation annuelle moyenne croît sans interruption depuis plus de deux ans.

C. B.

OUVERTURE, AUJOURD'HUI, DU WORKSHOP SUR L'ÉCONOMIE FONDÉE SUR LA CONNAISSANCE (EFC)

Ou comment produire de la richesse à partir de l'immatériel ?

Un workshop national «Economie fondée sur la connaissance», organisé par le comité ad hoc EFC du CNES (Conseil national économique et social), s'ouvre aujourd'hui au Palais des Nations, à Club-des-Pins, à Alger.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - L'événement, qui se tiendra sur deux jours, a été présenté hier au siège du Cnes par le président Mohamed-Seghir Babès. Cinq ministres (Recherche scientifique, Education, Agriculture, Industrie et Promotion de l'investissement, Poste et technologies de l'information), des représentants du gouvernement et plusieurs experts algériens et étrangers, dont ceux de la Banque mondiale, prendront part à cette rencontre qui sera principalement consacrée à l'analyse et l'évaluation des politiques publiques concernant l'économie fondée sur le savoir. «Il s'agit de réfléchir sur les stratégies et politiques économiques à mettre en œuvre pour mobiliser l'immatériel, tel que le potentiel scientifique, le capital humain, les nouvelles technologies de l'information, l'innovation et la formation, notamment en vue de mettre

en place une économie fondée sur la connaissance, productrice de richesse», explique Abdelmadjid Bouzidi, expert en économie et coordinateur du comité ad hoc EFC. Dans de nombreuses économies, la connaissance est devenue un conducteur de croissance. L'économie algérienne dépendant, elle, quasi exclusivement du pétrole, d'où l'importance de penser à mettre en place une économie diversifiée, basée sur d'autres sources de richesse et de développement. «Et la connaissance constitue un des moyens primordiaux pour gérer la période de l'après-pétrole», notera Mohamed-Seghir Babès, pré-

sident du Cnes. Les participants à ce workshop sortiront avec des recommandations. Un rapport de synthèse de la rencontre, comprenant les étapes et modalités opératoires pour la mise en place de politiques publiques dédiées à l'EFC, sera élaboré, et ce en attendant le rapport final prévu pour la fin de novembre prochain. On notera enfin que l'état économique et social de la nation, pour les années 2005, 2006 et 2007, ainsi que la note de conjoncture du premier semestre 2008, seront présentés au début du mois d'octobre prochain.

L. M.

TIZI-OUZOU

Interpellation de quatre membres marocains du CMA

Quatre délégués marocains aux préparatifs du 5^e Congrès mondial amazigh ont été interpellés par la police en pleine conférence de presse organisée par le comité préparatoire au niveau du siège de l'association culturelle Amusnaw, hier, à 12h30.

Des policiers en civil ont fait irruption dans la salle, en présence de représentants d'associations et de journalistes, et demandé aux organisateurs d'interrompre la conférence et aux Marocains de les accompagner au commissariat, sans autre explication. «Les Marocains sont nos invités, ils sont en règle avec la loi régissant le séjour des étrangers. Ils sont en Kabylie, qu'ils ont sillonné de long en large, depuis huit jours. Ils ont rencontré plusieurs associations et le Mouvement citoyen sans aucun accroc», a-t-on argumenté du côté des organisateurs et des participants à la conférence de presse, mais en vain. Les policiers ont seulement concédé

d'emmener les intéressés dans une voiture banalisée. «Nous irons avec eux», rétorquent des voix parmi les présents. «Vous êtes les bienvenus», dira l'officier en charge de la mission après quelques palabres visant à dissuader ses vis-à-vis. «Nous les accompagnerons à pied. Ce sont nos invités et il n'est pas question qu'ils passent le reste de la journée entre les mains de la police», ont insisté les hôtes des Marocains. Les policiers se sont heurtés à l'intransigeance des nombreux participants à la conférence de presse qui ont effectué une marche de soutien aux délégués interpellés. Ces derniers ont été emmenés à la Sûreté de wilaya où ils ont été entendus dans la même matinée avant la conférence de presse.

Au niveau de la Sûreté de wilaya, les quatre Marocains, accompagnés, des responsables de l'association Amusnaw et de Belaïd Abrika, appelé à la rescousse, devaient signer les procès-verbaux établis peu avant la conférence de presse. Mais une

heure après, alors que leurs accompagnateurs dont une vingtaine de journalistes, bloqués à l'entrée, attendaient sous un soleil de plomb, la remise en liberté de leurs protégés, on apprend que l'un d'eux n'a toujours pas récupéré son passeport. Les journalistes, en raison des impératifs de bouclage, se sont vu dans l'obligation de quitter le sit-in pour rejoindre leurs bureaux respectifs et rédiger leurs articles. Au final, la police s'en est tirée avec des explications tirées par les cheveux. «C'est pour compléter les formalités, c'est un malentendu, ce n'est pas la même équipe qui a entendu les intéressés dans la matinée, on est obligé de contrôler les étrangers, l'association n'avait pas demandé l'autorisation pour organiser la conférence», aurait-on dit aux personnes interpellées et à la délégation qui les accompagnait. Rachid Raha, Ahmed Abdelghini, Mohamed Maraki et Abdellah Bouchat ont été remis en liberté vers 14h.

B. T.